

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 143 (1998)  
**Heft:** 10

**Vereinsnachrichten:** Suède: le budget de l'armée amène un débat politique de fond sur la politique de sécurité

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 14.05.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

tales bloquées en Bavière. Contrairement à la situation de 1940, il ne s'agit plus de recueillir les éléments d'une armée battue, mais d'accéder à la demande de libre passage d'un des protagonistes, allié potentiel dans une phase ultérieure.

Deuxièmement, le Pacte a le choix entre le respect de la neutralité suisse et un possible gain de temps en passant entre le lac de Constance et Bâle, et non en Forêt Noire qui représente un obstacle important lors d'une poussée d'Est en Ouest, car les axes principaux sont perpendiculaire à cette direction. A l'heure actuelle, nous

cherchons encore les raisons de ce choix qui fait intervenir une appréciation de la situation politique (la Suisse comme nouvel adversaire) et militaire (qualité des troupes combinée à la force du terrain).

Troisièmement, le problème de l'engagement ou non d'armes nucléaires en Europe. Beaucoup d'experts suisses, dont le divisionnaire Däniker, considèrent sérieusement cette possibilité avec toutes ses conséquences, du moins sur le plan tactique. Les planifications du Pacte ainsi que les révélations récentes sur le seuil d'engagement nucléaire très bas décidé

à l'Ouest leur donnent raison. Ces éléments justifient également les efforts entrepris en Suisse, notamment au niveau de la protection civile.

Il est indéniable que tout pays doit suivre en permanence l'évolution de la situation politique et militaire et identifier des scénarios pour l'avenir. Dans le cas de la guerre froide, les efforts ont été valables, même si nous n'avons pas pu combler à temps toutes les lacunes dans notre système de défense<sup>3</sup>.

F. S.

<sup>3</sup>Nous tenons à remercier le divisionnaire G. Däniker, ancien CEMIO, pour ses conseils et pour l'intérêt qu'il a porté durant de nombreuses années à nos recherches dans le domaine de la planification opérative soviétique, ainsi que le commandant de corps A. Tschumy et le divisionnaire P. Ritschard qui partagent l'intérêt de l'auteur pour l'histoire et la science militaire.

## Suède: le budget de l'armée amène un débat politique de fond sur la politique de sécurité

Les actuelles difficultés budgétaires en Suède ont fait resurgir un débat de fond sur la défense nationale et la politique d'alliance. Le gouvernement social-démocrate a refusé de couvrir le déficit budgété de l'armée avec les dépenses globales de la défense.

Vu les considérables réductions, les chefs militaires ne s'estiment plus en mesure d'assumer la défense du territoire, de remplir les engagements internationaux et d'aider en cas de catastrophe. La mission de l'armée, datant de 1996, est totalement dépassée.

Les divergences d'opinion entre le ministre de la Défense et les chefs de l'armée s'étendent aux engagements à l'étranger. Le ministre s'était récemment engagé à doubler les effectifs au sein de la force internationale de réaction en cas de crise, la restructuration de l'armée devant en absorber les coûts. Le commandant en chef de l'armée, Wiktorin, a estimé que l'armée est amputée. 4000 officiers et 2000 employés civils déjà ont été congédiés.

A propos des finances, la querelle est partie sur l'indépendance de la Suède envers les alliances. Le gouvernement actuel de la Suède accorde une haute valeur à la neutralité et compte sur le rôle-moteur de l'Union européenne, pour un ordre de sécurité européen. L'opposition pousse de son côté à une adhésion à l'OTAN. (OCD, *Situation et évolution*, 11.2.1998)